



COMPTE RENDU CE

DU 15 JANVIER 2010

Droit d'alerte

Cette réunion extraordinaire à la demande des élus CE avait pour ordre du jour le vote du droit d'alerte.

Depuis la reprise par HZ, aucun des projets n'avancent et d'ailleurs pour aucun d'entre eux un contrat est signé à ce jour. Après plusieurs réunions, tous les syndicats ont enfin compris qu'il fallait mettre en place une procédure de droit d'alerte que nous le syndicat CGT revendiquons depuis plusieurs mois.

Le droit d'alerte a été voté à l'unanimité 8 voix pour 0 contre. Le syndicat des cadres a voté comme les syndicats ouvriers, ce qui prouve que le mécontentement touche aussi une bonne partie de la maîtrise.

Un deuxième vote a eu lieu pour désigner le cabinet d'expert. Le cabinet SECAFI a été choisi pour assister les élus du comité d'entreprise avec 6 voix pour et 2 contre.

SECAFI était le cabinet qui avait déjà traité le premier droit d'alerte du temps de Ford. Il est aussi le cabinet qui travaille avec les élus CE de SAFE, l'autre entreprise sous la coupe de HZ Holding France. C'est donc en toute logique que le choix des élus CE se soit porté sur lui.

Les élus CE ont remis 5 pages de questions au PDG pour motiver le droit d'alerte et dont nous voulons que la direction nous y réponde. Le droit d'alerte est destiné à obtenir un audit sur le montage juridique et financier de la reprise de Ford Aquitaine Industrie par First Aquitaine Industrie sous la coupe de HZ. Il servira à nous éclairer sur la véracité des projets et de la réelle intention du repreneur.

La direction a confirmé qu'il n'y aurait pas de chômage partiel pour 2010 car le plan de formation et la petite augmentation de la S pourraient suffire.

Projet atlas

La direction dit qu'il faut attendre, encore et toujours. Les médiateurs et les cabinets seraient en train de finaliser les dossiers pour les présenter dans une quinzaine de jours lors d'une réunion à Bercy. L'annonce de l'acceptation ou refus du prêt auprès des banques devrait être connu dans cette période selon la direction.

Le PDG confirme que le bâtiment pour l'usinage des grandes couronnes devrait être annulé. L'usinage se fera à l'intérieur de l'usine dans l'espace prévu initialement pour les projets 3a et 3b qui ont été perdus.

Projet boîtes à vitesse pour le marché chinois

Comme depuis quelques mois et la dernière réunion, toujours les 2 constructeurs chinois qui seraient tout prêt de signer. Le PDG a affirmé être très optimiste sur le sujet, comme d'habitude.

Projet composants automobile

Toujours du retard sur tous les projets de composants automobile. La direction nous dit qu'elle a contacté HAY et il lui a été répondu que si les projets prévus se font, ils ne pourront se faire qu'ici. Ça ne rassure en rien car toujours pas de contrat signés et les projets 3 a et 3b perdus.

Conclusion

Depuis la reprise le 2 février 2009, bientôt un an, aucun des projets ne se met en place et aucun contrat n'est signé. Tout est en retard !

Aucune info sur les projets qui puisse nous rassurer, bien au contraire, surtout en nous disant déjà que nous n'aurions pas accès aux résultats de l'audit fait par les cabinets mandatés par First et l'Etat. Et ce n'est pas des soi-disant plans B qu'elle aurait sous le coude qui vont nous rassurer surtout qu'elle refuse de nous en dire en plus sur le sujet. Malgré la situation, après la réunion le PDG affirme sur France 3 que « *les négociations techniques et commerciales avancent correctement* ». (la vidéo peut être vu sur le site www.cgt-ford.com). 9 mois après la reprise, toujours rien et il trouve que ça avance correctement ! C'est se moquer du monde.

Il faut que le Comité de suivi que nous demandons depuis longtemps soit mis en place avec la participation des directions de First, Hay, Ford, les organisations syndicales, les pouvoirs publics, le préfet, l'Etat et le comité de soutien.

Nous n'avons plus le temps d'attendre, il nous faut prendre en main notre avenir rapidement et nous mobiliser afin de responsabiliser tous les acteurs concernés, parmi eux Ford qui seul a choisi le repreneur HZ. Il doit rester engagé tant que le site et les emplois ne seront pas pérennisés.

Sauvons nos emplois !